



Arrêt

**n° 276 711 du 30 août 2022
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN**

contre:

L'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA VIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 mai 2022, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, pris le 22 avril 2022.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 31 mai 2022 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi du 15 décembre 1980, précitée.

Vu l'ordonnance du 7 juillet 2022 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 25 juillet 2022.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 25 octobre 2019, le requérant a introduit une demande de carte de séjour, en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union, sur la base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Le 24 mars 2020, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, à son égard, contre lesquels aucun recours n'a été introduit.

1.2. Le 19 juin 2020, le requérant a introduit une nouvelle demande de carte de séjour, en la même qualité et sur la même base, laquelle a également fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, le 3 novembre 2020, contre lesquels aucun recours n'a été introduit.

1.3. Le 19 octobre 2021, le requérant a introduit une nouvelle demande de séjour, en la même qualité et sur la même base. La partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, à son égard, le 22 avril 2022. Ces décisions, qui lui ont été notifiées à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

« l'intéressé n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen [de] l'Union ;

Le 19.10.2021, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [X.], de nationalité Pays-Bas, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 [...].

A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la qualité d'autre membre de famille « à charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée.

Or, d'une part, si des documents concernant la capacité financière de la personne ouvrant le droit au séjour ont été produits, la qualité « à charge » de l'intéressé par rapport à la personne qui ouvre le droit au séjour n'a pas été prouvée pour les raisons suivantes :

Le demandeur n'a pas établi qu'il était démuné ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance. En effet, l'intéressé produit : une attestation administrative datant du 30/12/2021 dans laquelle le président de la commune de [...] au Maroc déclare que l'intéressé ne possède aucun bien immobilier au Maroc ; une attestation de non-revenu datant du 04/10/2021 dans laquelle le Pacha du Pachalik de [...] déclare que l'intéressé : « ne possède aucun revenu avant de quitter le territoire national le 15/05/2019. » ; Une attestation du revenu global pour l'année 2021 datant du 06/10/2021 et mentionnant aucun revenu pour l'année 2019 ; une attestation administrative du Pacha du Pachalik de [...] déclarant que l'intéressé : « n'exerce aucune profession actuellement au niveau de ce commandement. Avant de quitter le territoire national le 15/05/2019 ». Bien que tous les documents précités déclarent que l'intéressé n'a pas de revenus et qu'aucun bien immobilier n'est enregistré à son nom, l'attestation de non-imposition à la TH-TSC, datant du 30/06/2020 et issu de la direction générale des impôts du Ministère de l'Economie et des Finances, versé dans le dossier contient la mention « salarié » sous la case « profession ».

L'information concernant le statut professionnel de l'intéressé dans le document précité porte atteinte à la crédibilité de tous les documents précédents déclarant que celui-ci n'a pas de revenus dans son pays d'origine ou de provenance. Dans la présente situation de conflit, l'information de la plus haute autorité de son pays de provenance ou d'origine prévaut, en l'espèce le Ministère de l'Economie et des Finances. En conséquences, l'intéressé était réputé être salarié dans son pays d'origine ou provenance, il disposait donc de moyens de subsistances dans son pays d'origine ou de provenance. Nous en ignorons le montant. Il n'a pas démontré que le soutien matériel de la personne rejointe lui était indispensable dans son pays d'origine ou de provenance. En plus de ne pas établir que l'intéressé a pu subvenir à ses besoins dans son pays d'origine ou de provenance, en partie ou en totalité avant son arrivée sur le territoire en octobre 2019, les preuves de l'aide financière du ménage rejoint (envois d'argent de 2015/2016/2017 et 2018) sont trop anciennes par rapport à sa première demande de regroupement familial comme membre de famille à charge de l'ouvrant droit (demande datée du 25/10/2019) pour justifier la présente demande. Quant aux envois d'argent datés de 2019, ils concernent le mois d'avril maximum (soit 6 mois avant son arrivée en Belgique) et ne permettent pas de savoir comment l'intéressé a pu subvenir à ses besoins après ; L'attestation sur l'honneur de prise en charge pour la durée de séjour aux Pays-Bas datée du 26/11/2020 n'a qu'une valeur déclarative car elle n'est pas étayée par des documents probants.

D'autre part, l'intéressé n'a pas prouvé avoir fait partie du ménage de la personne qui lui ouvre le droit au séjour car, si les documents produits montrent que le demandeur et son cousin ont vécu à la même adresse aux Pays-Bas, rien ne prouve que la personne qui ouvre le droit au séjour était le chef du ménage. En effet, les attestations marocaines qui mentionnent qu'ils ont demeurés à la même adresse avant de quitter le Maroc (départ le 15/05/2019 pour le demandeur et le 20/06/2006 pour le regroupant) ne

permettent pas de prouver que l'ouvrant-droit y était le chef du ménage. De même que les factures mentionnant la présence du demandeur et de l'ouvrant-droit à la même adresse aux Pays-Bas datant du 01/06/2019 et du 08/06/2019.

En effet, le fait d'avoir vécu à la même adresse que l'ouvrant droit au séjour n'implique pas pour autant que l'intéressé faisait partie du ménage de l'ouvrant droit au séjour dans son pays d'origine ou de provenance. Encore faut-il démontrer que l'intéressé faisait « partie du ménage du citoyen de l'Union », et non qu'il faisait partie du même ménage que celui-ci (Voir l'arrêt du CCE n° 225 155 du 23 août 2019).

Or, il ne ressort pas des documents produits que le chef de ménage était l'ouvrant droit au séjour. Il peut, tout au plus être conclu que les intéressés ont simplement cohabités et non que le demandeur « faisait partie de son ménage » dans le pays de provenance.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 [...] ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 [...], la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant, de sa vie familiale et de son état de santé. Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée ;

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 [...], il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 19.10.2021 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière. ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation de l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980, de l'article 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : l'arrêté royal du 8 octobre 1981) et de « la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne ».

Elle fait valoir que « De aanvraag tot gezinshereniging gebeurde op 19.10.2021. Verzoeker verkreeg op die datum zijn bijlage 19ter [...]

Verwerende partij had de beslissing aldus moeten nemen ten laatste op 18.04.2022, en dus binnen de zes maanden, bij gebreke waaraan de verblijfsaanvraag diende te worden goedgekeurd.

De bestreden beslissing werd pas genomen op 22.04.2022, en dus 4 dagen te laat.

Verwerende partij had een F-kaart moeten afleveren aan verzoeker overeenkomstig artikel 52, §4, tweede lid KB, daar er geen enkele beslissing werd genomen binnen de termijn van zes maanden zoals bepaald in voornoemd artikel en in artikel 42, §1, eerste lid Vreemdelingenwet.

Bovendien voldoet verzoeker aan de voorwaarden van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet (zie *infra*).

Voor zover verwerende partij, dan wel Uw Raad zou verwijzen naar het Unierecht en het arrest *Diallo*, wenst verzoeker het hierna volgende aan te halen.

In dit arrest *Diallo* veroordeelde het Hof van Justitie de ambtshalve afgifte van een verblijfskaart wanneer er geen beslissing is genomen binnen de zes maanden als een foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn.

Verzoeker wenst vooreerst te wijzen op de volgende rechtspraak, waaruit duidelijk blijkt dat de Belgische overheid zich niet mag beroepen op de eigen fout (i.e. de eigen foutieve omzetting).

In een vonnis van 29 januari 2019 oordeelde de Rechtbank van Eerste Aanleg te Dendermonde (Rb. Dendermonde 29 januari 2019, rolnummer 19/25/A) het volgende:

“Op zich zijn de teksten van de VW en VB duidelijk: de beslissing over een aanvraag moet de Minister nemen binnen zes maanden na indiening van de aanvraag en bij gebreke deze termijn te respecteren geeft de burgermeester een verblijfskaart af.

Deze definiëren kennelijk een subjectief recht: zij zijn duidelijk en onvoorwaardelijk en houden een verplichting in in hoofde van de verwerende partij.

Dat het HOF VAN JUSTITIE geoordeeld heeft dat de Vreemdelingenwet niet conform richtlijn 2004/38 is gesteld doet er niet toe.

Wanneer een staat zich beroept op de foutieve omzetting van een richtlijn om aldus burgers bepaalde rechten alsnog te ontfangen, beroep deze staat zich op de eigen fout (met voetnoot naar: "HvJ, 148/78, 5 april 1979, RATTI, jur, 1979, 1629, RO 22, geciteerd in WYATT, D, DASHWOOD, A (eds), European Community Law, 3e uitg, 1993, Londen, Sweet & Maxwell, 73-74"). Het spreekt voor zich dat zij dat niet kan, gezien de principes *nemo auditur turpitudinem suam allegans* (met voetnoot naar: "Vrij vertaald: niemand wordt gehoord wanneer die zich op zijn eigen slechtheid beroept") en *patere iugem quam ipse fecisti* (met voetnoot naar: "Vrij vertaald: de wet is duidelijk voor degene die deze zelf geschreven heeft")." Een lidstaat kan zich dus NOOIT beroepen op de eigen fout om alsnog subjectieve rechten aan burgers te gaan ontfangen.

Het bestuur dient immers de algemene regelen die het zelf het vastgesteld te eerbiedigen.

Bovendien is het zo dat - wanneer de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen de Belgische verblijfswetgeving buiten toepassing zou laten en zich zou baseren op artikel 10 van de Burgerschapsrichtlijn zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie in het arrest *Diallo* - er verticale directe werking wordt gegeven aan de Burgerschapsrichtlijn.

Dat is evenwel zélf in strijd met de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie, zoals hieronder zal blijken. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zou daarmee de voornoemde bepalingen uit de Vreemdelingenwet en het Vreemdelingenbesluit opzij schuiven en directe werking geven aan artikel 10 Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde zonder dat dit artikel (correct) omgezet werd in de Belgische verblijfswetgeving, waarna het vervolgens wordt tegengeworpen aan particulieren.

Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie kan een EU-richtlijn, bij laattijdige of foutieve omzetten van de richtlijn door een lidstaat, uit zichzelf nooit verplichtingen opleggen aan een particulier. Bepalingen van een richtlijn kunnen dus niet rechtstreeks tegen een particulier ingeroepen worden voor of door de nationale rechter (HvJ 10 oktober 2017, *Farell*, C-413/15; HvJ 27 februari 2014, *OSA*, C-351/12; HvJ 5 oktober 2004, *Pfeiffer e.a.*, C-397/01 tot C-403/01; HvJ 14 juli 1994, *Faccini Dori*, C-91/92; HvJ 7 maart 1996, *El Corte Inglés*, C-192/94; HvJ 8 oktober 1987, *Kolpinghuis Nijmegen*, 80/86).

In recente rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wordt niettemin gesteld dat het Hof van Justitie, in het arrest *Diallo*, de ambtshalve afgifte van een verblijfskaart, wanneer er geen beslissing is genomen binnen de zes maanden, veroordeelt als een foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn. In deze rechtspraak, moet er volgens de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen dus niet langer ambtshalve een F-kaart afgeleverd worden aan familie van een Unieburger wanneer Dienst Vreemdelingenzaken geen beslissing neemt of geen kennisgeving doet van die beslissing binnen 6 maanden na de aanvraag tot gezinshereniging.

De Raad laat hiermee de Belgische verblijfswetgeving dus buiten toepassing en baseert zich rechtstreeks op artikel 10 Burgerschapsrichtlijn, zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie in het arrest *Diallo*. Op deze manier wordt er dus verticale werking gegeven aan de Burgerschapsrichtlijn.

Zo stelt de Raad, in verschillende recente arresten (RvV 10 oktober 2018, arrest nr. 210.732; RvV 13 december 2018, arrest nr. 213.977; RvV 8 januari 2019, arrest nr. 214.835; RvV 24 januari 2019, arrest nr. 215.688) dat artikel 52, §4, tweede lid KB, dat voorziet in de ambtshalve afgifte van een F-kaart wanneer Dienst Vreemdelingenzaken geen enkele beslissing neemt binnen de 6 maanden na de aanvraag tot gezinshereniging, niet meer toegepast kan worden.

Volgens de Raad is dat een gevolg van voornoemd *Diallo*-arrest van het Hof van Justitie (HvJ 27 juni 2018, *Diallo*, C-246/17).

In dit *Diallo*-arrest stelde het Hof van Justitie dat de Belgische regeling, waarbij automatisch een verblijfskaart wordt afgegeven aan een familielid van een Unieburger bij het verstrijken van de termijn van 6 maanden, haaks staat op de doelstellingen van de Burgerschapsrichtlijn. Een dergelijke regeling, zo wordt geoordeeld, maakt het mogelijk dat een verblijfskaart afgegeven wordt aan iemand die niet voldoet aan de voorwaarden.

Volgens de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is het artikel 52, §4, tweede lid KB vervolgens onverzoenbaar met dit *Diallo*-arrest en is het bijgevolg onmogelijk om dit artikel richtlijnconform uit te leggen. Bijgevolg wordt deze Belgische wetsbepaling buiten toepassing gelaten.

Dergelijke zienwijze is evenwel in strijd met de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie.

Wanneer Uw raad bijgevolg bovengenoemd standpunt, namelijk om artikel 52, §4, tweede lid ter zijde te schuiven, opnieuw zou volgen, zou dit betekenen dat er directe werking wordt gegeven aan artikel 10 Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde zonder dat dit artikel (correct) omgezet werd in de Belgische verblijfswetgeving, waarna het vervolgens wordt tegengeworpen aan particulieren (i.e. neerwaartse verticale directe werking).

Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie kan een EU-richtlijn, bij laattijdige of foutieve omzetting van de richtlijn door een lidstaat, uit zichzelf nooit verplichtingen opleggen aan een particulier. Bepalingen van een richtlijn kunnen dus niet rechtstreeks tegen een particulier ingeroepen worden voor of door de nationale rechter ([...]).

Het Hof baseert zijn rechtspraak op:

- Artikel 288 VWEU, hetwelk een dwingend karakter toekent aan richtlijnen, maar alleen aan 'elke lidstaat waarvoor zij bestemd is' en dus niet aan particulieren. Indien richtlijnen directe werking zouden hebben ten aanzien van particulieren, zou dit betekenen dat de Unie de bevoegdheid heeft om met onmiddellijke ingang aan particulieren verplichtingen op te leggen, wat zij alleen kan in het kader van haar bevoegdheid om verordeningen vast te stellen (HvJ 14 juli 1994, *Faccini Dori*, C-91/92);

- Het principe dat een lidstaat geen voordeel kan halen uit zijn eigen miskennis van het Unierecht. Dit is een toepassing van het bovengenoemde adagium "*nemo auditur turpitudinem suam allegans*" of "niemand kan gehoord worden door de rechter wanneer hij zich beroept op zijn eigen ongeoorloofde bedoelingen". In andere rechtspraak oordeelde de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelde recent dat er geen sprake is van een foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde, zodat er ook geen sprake kan zijn van een verticale directe werking (RvV 27 augustus 2019, arrest nr. 225.296). Er wordt daarin gesteld dat alleen artikel 42, §1 Vreemdelingenwet de omzetting vormt van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn en dat er niet blijkt dat artikel 42, §1 Vreemdelingenwet artikel 10 Burgerschapsrichtlijn foutief heeft omgezet.

Artikel 52, §4, tweede lid KB, dat voorziet in de ambtshalve afgifte van een F-kaart na 6 maanden, vormt in deze rechtspraak volgens de Raad géén omzetting van de Burgerschapsrichtlijn. Volgens het Hof van Justitie bepaalt artikel 10 Burgerschapsrichtlijn immers niet welke sanctie geldt bij het overschrijden van de termijn van 6 maanden. Dit wordt juist overgelaten aan de vrijheid van de lidstaten, voor zover de nationale bepalingen niet indruisen tegen het doel van het Unierecht. In het *Diallo*-arrest heeft het Hof van Justitie evenwel vastgesteld dat de Belgische wetgeving wel indruist tegen de doelstellingen van de Burgerschapsrichtlijn. Bijgevolg is de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bij het standpunt gebleven om artikel 52, §4, tweede lid KB buiten beschouwing te laten wegens strijdigheid met het Unierecht.

Door te stellen dat artikel 52, §4, tweede lid KB géén (foutieve) omzetting zou vormen van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn geeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen evenwel een zeer enge invulling aan de begrippen 'omzetting' en 'foutieve omzetting'.

Artikel 52, §4, tweede lid KB was, samen met artikel 42, §1 Vreemdelingenwet, door de Belgische overheid immers wél degelijk bedoeld als omzetting van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn (zie ook RvV 17 januari 2020, arrest nr. 231.395). [...]

Het KB moest dus de voorwaarden bepalen voor de erkenning van het verblijfsrecht van het familielid van een Unieburger, in overeenstemming met de Burgerschapsrichtlijn. [...]

Deze regeling moest er dus voor zorgen dat de maximale termijn voor erkenning van het verblijfsrecht van het familielid van een Unieburger, opgelegd door artikel 10 Burgerschapsrichtlijn en artikel 42 Vreemdelingenwet, gerespecteerd zou worden en gaf er dus mee uitvoering aan.

Vervolgens wordt in het *Diallo*-arrest geoordeeld door het Hof van Justitie dat de Belgische regeling van de ambtshalve afgifte van verblijfskaarten na 6 maanden in strijd is met artikel 10 Burgerschapsrichtlijn.

Artikel 52, §4, tweede lid KB vormt aldus een foutieve omzetting van dat artikel.

Zelfs indien zou worden aangenomen dat artikel 52, §4, tweede lid KB géén (foutieve) omzetting zou zijn van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn, is dit eigenlijk niet van belang.

Volgens rechtspraak van het Hof van Justitie moet het volledige interne recht immers richtlijnconform geïnterpreteerd worden, dus ook het interne recht dat niet specifiek bedoeld is als omzetting van het Unierecht. Het principe van de richtlijnconforme interpretatie is echter niet absoluut. Richtlijnconforme interpretatie kan er immers nooit toe leiden dat aan een particulier verplichtingen tegengeworpen worden die voortkomen uit een niet of foutieve omzetting van een richtlijn. Naar analogie kan worden aangenomen dat aan een particulier geen rechten onzegd kunnen worden wanneer die voortkomen uit een niet of foutieve omzetting van een richtlijn, of wanneer die rechten, meer algemeen, niet richtlijnconform zijn.

Dit is het geval voor artikel 52, §4, tweede lid KB, dat voorziet in het recht op een ambtshalve afgifte van een F-kaart wanneer Dienst Vreemdelingenzaken geen beslissing neemt en hiervan kennis geeft binnen de 6 maanden na de aanvraag.

[...]

Daarnaast is verzoeker van mening dat wij wel degelijk voldoet aan de voorwaarden op een verblijfsrecht te verkrijgen op grond van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet, zoals hieronder zal blijken ».

2.2. La partie requérante prend un deuxième moyen, dirigé contre la décision de refus de séjour (ci-après : le premier acte attaqué), de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 47/1, 2°, et 62 de la loi du 15 décembre 1980, du devoir de soin et du principe de motivation matérielle.

Elle soutient qu'« In casu is de bestreden beslissing op een niet afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. [...]

De bestreden beslissing is bijgevolg kennelijk onredelijk genomen.

Verzoeker was ten laste van de referentiepersoon in het land van herkomst. Bovendien kwam hij aan in Nederland op 15.05.2019 en vestigde hij zich bij de referentiepersoon. Ze kwamen samen aan in België op 01.10.2019.

Volgende bewijsstukken werden voorgelegd door verzoeker:

- Attesten onvermogen m.b.t. de relevante periode 2018+2019 (tot op uitschrijvingsdatum 15.05.2019);
- Bewijzen noodzakelijke en structurele geldverzendingen m.b.t. de relevante periode 2018 t.e.m. 14.05.2019;
- Bewijzen samenwonen in Nederland mei 2019 tot oktober 2019 waarbij verzoeker deel uitmaakte van het gezin van de referentiepersoon;

De bestreden beslissing schendt vooreerst het Unierecht, in het bijzonder het recht van vrij verkeer van de referentiepersoon.

De bepaling uit artikel 47 van de Vreemdelingenwet dient te worden uitgelegd en te worden toegepast op een wijze die verenigbaar is met het Unierecht. Lidstaten zijn er immers toe gehouden hun nationale recht conform het Unierecht uit te leggen (HvJ 6 november 2003, C-101-01, Lindqvist, punt 87; HvJ 26 juni 2007, C-305/05, Orde des barreaux francophones et germanophone e.a., punt 28).

Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie dient de nationale rechter bijgevolg bij de toepassing van het nationale recht dit recht zoveel mogelijk uit te leggen in het licht van de bewoordingen en het doel van de betrokken richtlijn teneinde het daarmee beoogde resultaat te bereiken en aldus te voldoen aan artikel 288, 3e alinea van het VWEU. De verplichting tot richtlijnconforme uitlegging is namelijk inherent aan het systeem van het VWEU gezien het de nationale rechter in staat stelt om, binnen het kader van zijn bevoegdheden, de volle werking van het recht van de Unie te verzekeren bij de beslissing van de bij hem aanhangige geschillen (HvJ 5 oktober 2004, C-397/01-C-403/01, Pfeiffer e.a., *Jurispr.* I-8835, punt 114; HvJ 23 april 2009, C-378/07-C-380/07, Angelidaki e.a., *Jurispr.* I-3071, punt 197-198; HvJ 19 januari 2010, C-555/07, Küçükdeveci, *Jurispr.* I-365, punt 48; HvJ 13 november 1990, C-106/89, Marleasing, punt 8).

De nationale rechter dient tevens, als gevolg van de in artikel 4, 3e lid van het VEU bepaalde samenwerkingsplicht en loyaliteitsbeginsel, rekening te houden met de uniforme interpretatie die het Hof van Justitie reeds aan de bepalingen van het Unierecht heeft gegeven.

Naast de vereiste dat verzoeker in het land van herkomst ofwel ten laste moet zijn van de burger van de Unie, ofwel deel moet uitmaken van het gezin van de Unieburger, heeft de Belgische wetgever in artikel 47/3, §2, Vreemdelingenwet tevens bepaald dat de aanvraag van het betrokken familielid erop moet zijn gericht om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen. [...] De bepalingen van de artikelen 47/1, 2° en 47/3, §2 Vreemdelingenwet moeten echter, zoals het Hof van Justitie heeft gesteld in het arrest Rahman, *“verenigbaar zijn met de gebruikelijke betekenis van het woord „vergemakkelijk” en van de bewoordingen die betrekking hebben op afhankelijkheid als bedoeld in artikel 3, lid 2 Burgerschapsrichtlijn en [zij mogen] die deze bepaling niet van haar nuttig effect beroven”*. De Belgische interne bepalingen moeten dus worden gelezen in het licht van de doelstellingen van artikel 3, lid 2, Burgerschapsrichtlijn; doelstellingen die erin bestaan om het vrij verkeer van de burgers van de Unie te vergemakkelijken en de eenheid van het gezin te bevorderen (cf. conclusie van advocaat-generaal Y. BOT van 27 maart 2012 in de zaak C-83/11 voor het Hof, nrs. 36 en 37). De eventuele weigering om een verblijf toe te staan aan een familielid van een burger van de Unie of aan een persoon die deel uitmaakt van het gezin of ten laste is van deze burger van de Unie zou, zelfs indien deze persoon geen nauwe verwant is, immers ertoe kunnen leiden dat de burger van de Unie wordt ontmoedigd om vrij naar een andere lidstaat van de Europese Unie te reizen. Dit zou bijgevolg een belemmering kunnen vormen voor het uitoefenen van het recht op vrij verkeer en verblijf, alsook afbreuk doen aan het nuttige effect van het burgerschap van de Unie. Het verlenen van een verblijfsrecht op grond van de artikelen 47/1, 2°, en 47/3, §2 Vreemdelingenwet moet dus tot doel hebben te voorkomen dat de betrokken burger van de Unie mogelijk afziet van het uitoefenen van zijn recht op vrij verkeer omdat hij zich in België (dit is het gastland) niet zou kunnen laten vergezellen of vervoegen door welbepaalde familieleden die deel uitmaken van zijn gezin of te zijnen laste zijn. De in artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet voorziene voorwaarde dat de aanvraag van het ‘ander’ familielid, zoals bedoeld in artikel 47/1, 2° van diezelfde wet, erop gericht moet zijn om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen, moet dan ook in het licht van deze doelstelling worden begrepen. Op deze manier zijn de artikelen 47/1, 2°, en 47/3, §2, van de vreemdelingenwet verenigbaar met de gebruikelijke betekenis van het woord “vergemakkelijk” en van de bewoordingen die betrekking hebben op “afhankelijkheid”, zoals bedoeld in artikel 3, lid 2 Burgerschapsrichtlijn, en beroven zij dit artikel 3, lid 2 ook niet van enig nuttig effect (RvV 30 maart 2020, arrest nr. 234 623). [...]

In casu zijn de referentiepersoon en verzoekster voorafgaand aan de aanvraag tot gezinshereniging samen naar België verhuisd!

Uit voornoemde rechtspraak kan men dus *in casu* zeer duidelijk een schending van het vrij verkeer van de referentiepersoon afleiden, omdat hij zich - door de weigeringsbeslissing ten aanzien van verzoekster - niet kan laten vergezellen door zijn neef in België. [...]

Wat het 'ten laste' zijn betreft, heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen reeds geoordeeld dat deze voorwaarde uit artikel 47/1 en 47/3 Vreemdelingenwet moet worden geïnterpreteerd in het licht van hetgeen het Hof van Justitie heeft gesteld in de arresten Lebon, Jia en Reyes. [...]

In de voorbereidende werken van de wet van 19 maart 2014 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die de artikelen 47/1 tot en met 47/3 in de Vreemdelingenwet heeft ingevoegd, wordt immers het volgende gesteld:

“Wat het karakter ten laste betreft, heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie een vaste rechtspraak ontwikkeld: “De hoedanigheid van familielid ten laste [...] komt voort uit een feitelijke situatie - ondersteuning geboden door de werknemer - zonder dat het noodzakelijk is de redenen vast te stellen waarom op die ondersteuning een beroep wordt gedaan (HvJ 18 juni 1987, arrest “Lebon”).”

“[...] Onder “te hunnen laste zijn” wordt verstaan het feit, voor het familielid van een gemeenschapsonderdaan gevestigd in een andere lidstaat in de zin van artikel 43 EG, de materiële steun van die onderdaan of diens echtgenoot nodig te hebben om te voorzien in zijn wezenlijke behoeften in de Staat van oorsprong of van herkomst van dit familielid op het ogenblik dat het aanvraagt zich bij deze onderdaan te voegen. [...] Het bewijs van de noodzaak van materiële steun mag met elk geschikt middel worden geleverd, terwijl de enkele verbintenis ditzelfde familielid ten laste te nemen, uitgaande van de gemeenschapsonderdaan of zijn echtgenoot, niet kan worden beschouwd als een gegeven waarbij het bestaan van een situatie van reële afhankelijkheid van het familielid wordt vastgesteld (HvJ 9 januari 2007, arrest “Jia”).” (Zie Memorie van Toelichting bij Wetsontwerp van 9 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake Asiel en Migratie tot wijziging van de wet van 15 december 1980, Parl. St. Kamer, 2013-14, doc. nr. 53-3239/001, 22.)

Deze invulling van het begrip 'ten laste' werd specifiek voor descendenten van 21 jaar en ouder bevestigd in het arrest Reyes van het Hof van Justitie (HvJ 16 januari 2014, C423/12, Flore May Reyes t. Zweden), waarin overigens verwezen wordt naar het arrest Jia:

“In dit verband moet worden vastgesteld dat, wil een rechtstreekse bloedverwant in neergaande lijn van 21 jaar of ouder van een burger van de Unie als “ten laste” van die burger in de zin van artikel 2, punt 2, sub c, van richtlijn 2004/38 kunnen worden beschouwd, het bestaan van een situatie van reële afhankelijkheid moet worden aangetoond (zie in die zin arrest Jia, reeds aangehaald, punt 42). Deze afhankelijkheid vloeit voort uit een feitelijke situatie die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de burger van de Unie die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid, of door diens echtgenoot (arrest Jia, reeds aangehaald, punt 35). Om vast te stellen of er sprake is van een dergelijke afhankelijkheid, moet het gastland beoordelen of de rechtstreekse bloedverwant in neergaande lijn van 21 jaar of ouder van een burger van de Unie, gezien zijn economische en sociale toestand niet in zijn basisbehoeften voorziet. De noodzaak van materiële steun moet in de het land van oorsprong of van herkomst van een dergelijke bloedverwant bestaan op het moment dat hij verzoekt zich bij die burger te mogen voegen (zie in die zin arrest Jia, reeds aangehaald, punt 37).”

Uit de voormelde arresten Jia en Reyes blijkt dat de hoedanigheid van het 'ten laste' komend familielid voortvloeit uit een feitelijke situatie, die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de Unieburger die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid en dit omdat hij/zij niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien (HvJ 9 januari 2007, C-1/05, “Jia”, punt 36).

In casu heeft verzoeker, aan de hand van de bewijzen die hieronder zullen worden besproken, wel degelijk deze feitelijke situatie aangetoond, i.e. dat hij materieel wordt gesteund door de Unieburger omdat hij zelf niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien en aldus onvoldoende vermogend is in het land van herkomst. Verder heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wat betreft het 'ten laste' zijn benadrukt dat er geen wettelijke bewijsregeling voorhanden is en het bewijs van het vervuld zijn van de voorwaarden dus vrij is. Deze vrije feitenvinding en appreciatie impliceren dat de bevoegde administratieve overheid discretionair oordeelt of de verzoekende partij het bewijs van de voorwaarden levert. Hierop oefent de Raad een marginale wettigheidstoetsing uit. De vereiste van het 'ten laste zijn' houdt in dat het bewijs dient te worden geleverd dat er reeds een afhankelijkheidsrelatie bestaat tussen de verzoekende partij en de referentiepersoon van in het land van herkomst of origine en dit tot op het moment van de aanvraag. (RvV 25 november 2020, nr. 244 772, dat naar analogie kan toegepast worden op huidige casus).

Wat de bewijsstukken in deze betreffen, legde verzoeker het volgende neer:

Er zijn maar liefst 17 geldverzendingen voorgelegd in de periode onmiddellijk voorafgaand aan het vertrek van verzoeker uit Marokko.

In de periode voorafgaand aan de komst naar Nederland en België werd er dus regelmatig een bedrag overgemaakt aan verzoeker door de referentiepersoon. Wetende dat in Marokko het leefloon slechts 240 euro per maand bedraagt, kan men stellen dat financiële hulp ruimschoots voldoende was om te overleven en kan men dus stellen dat de referentiepersoon in het levensonderhoud van verzoeker voorzag.

Het valt daarbij op dat deze bedragen zeer consequent werden overgemaakt. Hetgeen aldus kan gezien worden als een vorm van inkomen dat verzoeker kreeg om in zijn levensonderhoud voor de komende maanden te voorzien.

Verwerende partij stelt dat deze te beperkt en te onregelmatig zijn om aanvaard te worden. In dit opzicht dient gewezen te worden op de tekst van artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet: [...]

Noch deze bepaling, noch artikel 47/1, 2°, noch enige andere bepaling uit de Vreemdelingenwet stelt bijgevolg enige tijds-, frequentie- en/of hoegroothedsvoorwaarde aan het ten laste zijn.

Verwerende partij creëert bijgevolg een voorwaarde die niet bij wet wordt voorzien door te stellen dat de geldverzendingen te beperkt en te onregelmatig zouden geweest zijn. [...]

Deze geldverzendingen dienen dus aanvaard te worden als begin van bewijs en er dient opgemerkt te worden dat uit het geheel van de voorgelegde documenten (die hieronder verder zullen worden besproken) afdoende blijkt dat verzoeker op deze sommen aangewezen was om te voorzien in zijn levensonderhoud. Verzoeker heeft thans dus ook op afdoende wijze aangetoond dat hij in Marokko onvoldoende inkomsten en middelen had. Zo legt hij volgende stukken voor:

- Attesten geen inkomsten en geen onroerende goederen m.b.t. de relevante periode 2018+2019 (tot op uitschrijvingsdatum 15.05.2019);

Uit deze attesten blijkt onomstotelijk dat verzoeker geen inkomsten, noch een beroepsactiviteit of uitkeringen had, alsook dat hij geen eigenaar was enig onroerend goed in de relevante periode.

Al deze attesten zijn voorzien van een apostille en geen enkel is opgemaakt mits een verklaring op eer, zodat de bewijskracht vaststaat.

Verwerende partij heeft geen enkele opmerking op bovenstaande documenten.

Verwerende partij beroept zich enkel op 1 document (d.d. 20.06.2020) dat werd opgesteld o.b.v. een verklaring op eer, alwaar is vermeld: profession: salaridé. Hieruit meent verwerende partij dat de bewijskracht van alle andere documenten teniet wordt gedaan, hetgeen uiteraard ondenkbaar is. "Salaridé" is geen beroep, bovendien is dit attest slechts een verklaring op eer dat geen bewijswaarde heeft. Noch verwerende partij, noch Uw Raad geven bewijskracht aan attest op eer in het voordeel van vreemdelingen. Welnu, ook de DVZ kan zich niet beroepen op de inhoud van een verklaring op eer.

Wat het attest van geen inkomsten betreft, heeft dit wel degelijk betrekking op alle inkomsten (inkomsten uit werk, uit roerende of onroerende goederen, uit landbouw, ...) zoals op het attest vermeld staat.

Verzoeker heeft dus gedaan wat van hem verwacht werd: nl. het ten laste zijn in het verleden in het herkomstland bewezen op het moment van de aanvraag gezinshereniging. [...]

Deze attesten werden bovendien afgeleverd door officiële instanties om gebruikt te mogen worden in rechte en betreffen dus géén verklaringen op eer zoals verwerende partij beweert.

Verzoeker heeft met andere woorden een effectieve financiële afhankelijkheid aangetoond, aan de hand van de talrijke geldverzendingen. Tevens, gelet op het feit dat verzoeker in het land van herkomst geen inkomsten had (zie stukken *supra*), was verzoeker wel degelijk aangewezen op deze financiële steun van de referentiepersoon, om in zijn levensonderhoud te voorzien.

Uit het administratief dossier, en uit de stukken daarin, blijkt met andere woorden zeer duidelijk dat verzoeker heeft aangetoond in het verleden ten laste te zijn geweest van de referentiepersoon. De voorgelegde geldverzendingen tonen dit aan. Immers, voorafgaand aan verzoeker zijn inschrijving in België en dus voorafgaand aan de (eerste) aanvraag tot gezinshereniging, werd er op meerdere ogenblikken geld overgemaakt aan verzoeker.

Verzoeker heeft met andere woorden op alle vlakken en alle mogelijke manieren aangetoond dat hij, voorafgaand aan het vertrek uit Marokko onvermogen was en daarbij financieel afhankelijk van de referentiepersoon.

Verwerende partij heeft aldus haar motiveringsverplichting geschonden, alsook haar zorgvuldigheids- en redelijkheidsbeginsel, daar zij de huidige aanvraag met de huidige stukken op afdoende wijze had moeten onderzoeken. [...]

Verzoeker maakte deel uit van het gezin van de referentiepersoon voorafgaand aan de inschrijving in België.

Er werden bewijzen van samenwoning in Nederland voorgelegd van de periode mei 2019 tot oktober 2019 waarbij verzoeker deel uitmaakte van het gezin van de referentiepersoon en dus met hem een gezinzel vormde.

De bewijsvoering is vrij en een legaal verblijf is niet vereist (arrest Metock, HvJ, 25 juli 2008, C-127/08, Blaise Baheten Metock e.a. t. Minister for Justice, Equality and Law).

Door in de bestreden beslissing te poneren dat de bewijzen van verzoeker geen officieel karakter hebben en door dus te doelen op een legaal verblijf is het arrest Metock geschonden ».

2.3. La partie requérante prend un troisième moyen, dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, attaqué (ci-après : le second acte attaqué), de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 « lu à la lumière de l'article 8 de la [Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH)], de l'article 7 combiné à l'article 51 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union

européenne », de l'article 27 de la directive 2004/38/CE, des articles 39/79 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, du devoir de soin et du principe de motivation matérielle.

Elle argue qu'« *In casu* is de bestreden beslissing op een niet op een afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. [...]

De motivering van de bestreden beslissing is niet op een afdoende wijze genomen, zoals vereist wordt door de Wet formele motivering bestuurshandelingen, daar de werkelijke feitelijke en juridische gegevens die aan de oorsprong liggen van de beslissing ontbreken.

De bestreden beslissing is niet gemotiveerd rekening houdende met de voorgebrachte stukken en bevat geen correcte redenen waarom de beslissing tot weigering van verblijf en het bevel om het grondgebied te verlaten ten aanzien van verzoeker werden genomen.

Verwerende partij heeft haar beslissing hieromtrent niet correct gemotiveerd en heeft op geen enkel moment een voldoende belangenafweging gemaakt die de beslissing zou kunnen verantwoorden.

Verwerende partij is nochtans op de hoogte van de familiale situatie van verzoeker en erkent zelf de samenwoning met de referentiepersoon sinds mei 2019. Verwerende partij heeft desondanks geen afdoende poging ondernomen om rekening te houden met het familie- en gezinsleven van verzoeker.

In het kader van artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet diende verwerende partij dan ook een uitgebreid onderzoek te doen. [...]

In de bestreden beslissing wordt het familiaal leven van verzoeker niet op een afdoende wijze onderzocht en besproken. Hieruit blijkt dan ook dat verwerende partij geen afdoende toetsing heeft gemaakt aan artikel 8 EVRM.

Gezien het ontbreken van de motivering omtrent de aangehaalde en voorgebrachte stukken is de motiveringsplicht duidelijk geschonden.

De bestreden beslissing is dan ook onjuist.

Bijgevolg zijn de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen, artikel 62 en 74/13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM geschonden. [...]

In casu is evenwel niet voldaan aan de voorwaarden van artikel 8, 2e lid EVRM.

Het recht op eerbied van het privéleven en het familie- en gezinsleven is fundamenteel. Het kan slechts worden aangetast met het oog op één van de – op beperkende wijze – opgesomde doeleinden in het EVRM. Elke aantasting van dit recht doet dan ook een vermoeden van ernstig nadeel rijzen (RvS 8 juli 1999, arrest nr. 81.725, A.P.M. 1999, 128).

De bedoeling van de bestreden beslissing ligt hierin om verzoeker de erkenning van om het even welk verblijfsrecht te weigeren en hem onmiddellijk uit te wijzen uit België. Dit vormt een ongeoorloofde inmenging in zijn privé leven en familie- en gezinsleven, die niet verenigbaar is met artikel 8, 2e lid van het EVRM.

Verzoeker toonde enerzijds nochtans aan dat hij al jaren financieel gesteund wordt door referentiepersoon; dat hij er inmiddels al sinds 2019 een gezin mee vormt; én dat hij in Marokko onvermogen is. Bij terugkeer zou hij dus gedwongen worden om terug te keren naar een situatie van onvermogenheid.

De handhaving van de bestreden beslissing zou dan ook een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel teweegbrengen gezien het ertoe zou leiden dat verzoeker gescheiden dient te leven van de referentiepersoon (onmiddellijk!), en dit zou bijgevolg onevenredige schade toebrengen aan zijn familieleden én privéleven (RvS 16 maart 1999, arrest nr. 79.295, A.P.M. 1999, 64 – Rev. dr. étr. 1999, 258, noot). [...] ».

3. Discussion.

3.1.1. Sur le premier moyen, aux termes de l'article 42, §1^{er}, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980, « *Le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. La reconnaissance tient compte de l'ensemble des éléments du dossier* ».

Cette disposition est également applicable aux étrangers visés à l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980, en vertu de l'article 47/2 de la même loi, selon lequel « *Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les dispositions du chapitre I relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1* ».

Aux termes de l'article 52, § 4, alinéas 2 et 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, « Si le Ministre ou son délégué reconnaît le droit de séjour ou si aucune décision n'est prise dans le délai prévu à l'article 42, de la loi, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger une "carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union" conforme au modèle figurant à l'annexe 9. [...]».

Si le ministre ou son délégué ne reconnaît pas le droit de séjour, cette décision est notifiée au membre de la famille par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20, comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation. ».

Aux termes de l'article 58 du même arrêté royal, « A l'exception de l'article 45, les dispositions du chapitre Ier relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, de la loi, sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1, de la loi. Toutefois, le Ministre ou son délégué favorise leur entrée et leur séjour sur le territoire du Royaume et ce, à l'issue d'un examen individuel et approfondi de leur demande ».

Enfin, si, dans l'arrêt Diallo, rendu le 27 juin 2018 (affaire C-246/17), la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) a indiqué que l'article 10, § 1^{er}, de la directive 2004/38/CE « doit être interprété en ce sens que la décision relative à la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union doit être adoptée et notifiée dans le délai de six mois prévu à cette disposition » (point 43), elle a également précisé que « la directive 2004/38 doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, qui impose aux autorités nationales compétentes de délivrer d'office une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union à l'intéressé, lorsque le délai de six mois, visé à l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2004/38, est dépassé, sans constater, préalablement, que l'intéressé remplit effectivement les conditions pour séjourner dans l'État membre d'accueil conformément au droit de l'Union » (point 56).

3.1.3. Au vu de cette interprétation du droit de l'Union par la CJUE, l'argumentation de la partie requérante, selon laquelle la partie défenderesse ne pourrait se prévaloir de sa propre erreur dans la transposition d'une directive, ne peut être suivie. Le droit de l'Union primant sur le droit national, l'application d'une disposition réglementaire non conforme à ce droit, tel qu'interprété par la CJUE, doit être écartée, ainsi que prescrit par l'article 159 de la Constitution.

Contrairement à ce que prétend la partie requérante, seul l'article 52, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, doit être écarté, l'article 42, §1^{er}, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980 ne prévoyant aucune sanction du dépassement du délai prévu. Le premier acte attaqué reste donc conforme à cette dernière disposition et ne relève pas d'une « application verticale » de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après : la Directive 2004/38/CE).

3.1.2. En l'espèce, la partie défenderesse a considéré que le requérant ne remplissait pas les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois, en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union. Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante (point 3.2.8.). Partant, elle n'a pas intérêt au moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980. En effet, la partie requérante ne prétendant pas pouvoir produire d'autres éléments à l'appui de la demande, en cas d'annulation de l'acte attaqué, la partie défenderesse prendrait un même refus de séjour, fondé sur des motifs identiques.

3.2.1. Sur le deuxième moyen, la partie requérante invoque la violation du «droit de l'Union», en particulier le droit à la libre circulation du regroupant, et plus particulièrement encore, l'article 3, § 2, de la Directive 2004/38/CE. Cette disposition, invoquée par la partie requérante dans le cadre des développements de son moyen, a été transposée en droit interne par la loi du 19 mars 2014 modifiant la loi du 15 décembre 1980, qui a notamment inséré les articles 47/1, 47/2 et 47/3 dans la loi du 15 décembre 1980.

Toutefois, la partie requérante ne soutient nullement que la transposition de l'article 3 de la Directive 2004/38/CE dans le droit interne serait incorrecte ou aurait été effectuée de manière non conforme à ladite directive. Dès lors, son invocation directe ne peut être admise (dans le même sens : C.E., arrêt n°117.877 du 2 avril 2003).

3.2.2. Sur le reste du deuxième moyen, aux termes de l'article 47/1, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « *Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union :*

[...]
2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union;
[...] ».

L'article 47/3, § 2, de la même loi, prévoit quant à lui que « *Les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 2°, doivent apporter la preuve qu'ils sont à charge du citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ou qu'ils font partie de son ménage. Les documents attestant que l'autre membre de famille est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union doit émaner des autorités compétentes du pays d'origine ou de provenance. A défaut, le fait d'être à charge ou de faire partie du ménage du citoyen de l'Union peut être prouvé par tout moyen approprié* ».

La CJUE a précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge » dans le cadre du regroupement familial des membres de famille d'un citoyen de l'Union: « (...) l'article 1^{er}, §1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre État membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'État d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance réelle de celui-ci » (arrêt C-1/05, *YUNYING JIA*, rendu le 9 janvier 2007, § 43).

En outre, l'obligation de motivation qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Sur ce point, dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établi des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344)

3.2.2. En l'occurrence, le Conseil observe que le premier acte attaqué comprend deux motifs distincts à savoir, d'une part, le défaut de preuve de la qualité « à charge » du requérant, et, d'autre part, le défaut de preuve qu'il faisait partie du ménage du regroupant dans son pays d'origine.

3.2.3.1. L'examen du dossier administratif montre que, si le requérant a produit, à l'appui de sa demande de carte de séjour, divers documents en vue d'établir qu'il remplissait les conditions requises pour bénéficier du séjour demandé, la partie défenderesse a estimé que « *la qualité d'autre membre de la famille « à charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée* ».

3.2.3.2. Elle a en effet, tout d'abord, considéré ne pas pouvoir prendre en considération une partie des documents produits, en raison du fait que l'attestation de non-imposition à la TH-TSC du requérant contenait la mention « *salarié* » sous la case « *profession* » et que cette information portait « *atteinte à la crédibilité de tous les documents précédents déclarant que [le requérant] n'a pas de revenus dans son pays d'origine ou de provenance* ». A cet égard, la partie requérante fait valoir que « *'Salarié' is geen beroep, bovendien is dit attest slechts een verklaring op eer dat geen bewijswaarde heeft. Noch verwerende partij, noch Uw Raad geven bewijskracht aan attest op eer in het voordeel van vreemdlingen. Welnu, ook de DVZ kan zich niet beroepen op de inhoud van een verklaring op eer* ».

Même à considérer, comme le fait la partie requérante, que l'attestation de non-imposition ne constitue qu'une simple déclaration sur l'honneur, il n'en reste pas moins que la direction générale des impôts du Ministère de l'Economie et des Finances du Maroc l'a établie sur la base des propres déclarations du requérant. Il en est d'autant plus ainsi que la partie requérante ne démontre pas que les autres attestations déposées auraient été établies sur la base d'autres éléments que les déclarations de celui-ci. Il ne peut donc être reproché à la partie défenderesse d'avoir constaté que la contradiction entre ces déclarations portait « *atteinte à la crédibilité de tous les documents précédents déclarant que [le requérant] n'a pas de revenus dans son pays d'origine ou de provenance* ».

Enfin, la mention « *salarié* », qui correspond à un travail salarié, selon le sens commun, suffit dans le cadre de ce qui précède. La mention précise de l'emploi visé n'est pas nécessaire dans le cadre de l'appréciation de la partie défenderesse, susmentionnée.

3.2.3.3. Par ailleurs, la partie défenderesse a notamment considéré que « *les preuves de l'aide financière du ménage rejoint (envois d'argent de 2015/2016/2017 et 2018) sont trop anciennes par rapport à sa première demande de regroupement familial comme membre de famille à charge de l'ouvrant droit (demande datée du 25/10/2019) pour justifier la présente demande. Quant aux envois d'argent datés de 2019, ils concernent le mois d'avril maximum (soit 6 mois avant son arrivée en Belgique) et ne permettent pas de savoir comment l'intéressé a pu subvenir à ses besoins après* ».

Les allégations de la partie requérante, selon lesquelles « *[h]et valt daarbij op dat deze bedragen zeer consequent werden overgemaakt. Hetgeen aldus kan gezien worden als een vorm van inkomen dat verzoeker kreeg om in zijn levensonderhoud voor de komende maanden te voorzien* », ne permettent pas de renverser les constats qui précèdent, dès lors que ces envois d'argent ne prouvent, en tout état de cause, pas que le requérant était démuné dans son pays d'origine.

Par ailleurs, le Conseil observe que, contrairement à ce qu'avance la partie requérante, la partie défenderesse ne fait pas valoir que les envois d'argent « *te beperkt an te onregelmatig zijn om aanvaard te worden* » mais se limite, comme indiqué ci-avant, à considérer que certains d'entre eux sont trop anciens et que les autres « *ne permettent pas de savoir comment l'intéressé a pu subvenir à ses besoins après* », en telle sorte que l'argument développé à cet égard manque en fait et qu'il ne saurait être reproché à la partie défenderesse d'ajouter une condition à la loi, sur ce point.

3.2.4. S'agissant du second motif du premier acte attaqué, la partie défenderesse a considéré que « *l'intéressé n'a pas prouvé avoir fait partie du ménage de la personne qui lui ouvre le droit au séjour car, si les documents produits montrent que le demandeur et son cousin ont vécu à la même adresse aux Pays-Bas, rien ne prouve que la personne qui ouvre le droit au séjour était le chef du ménage* ». Cette motivation, qui se vérifie à l'examen du dossier administratif, n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui se borne à indiquer que « *Verzoeker maakte deel uit van het gezin van de referentiepersoon voorafgaand aan de inschrijving in België* » et que « *Er werden bewijzen van samenwonen in Nederland voorgelegd van de periode mei 2019 tot oktober 2019 waarbij verzoeker deel uitmaakte van het gezin van de referentiepersoon en dus met hem een gezinzel vormde* », sans que ces considérations d'ordre général ne suffisent à renverser les constats posés par la partie défenderesse.

Dès lors, ayant valablement examiné et pris en considération les éléments produits, dont notamment les attestations des autorités marocaines mentionnant « *qu'ils ont demeurés à la même adresse avant de quitter le Maroc* » ainsi que « *les factures mentionnant la présence du demandeur et de l'ouvrant-droit à la même adresse aux Pays-Bas* », la partie défenderesse n'a pas violé les articles 47/1 et 47/3 de la loi du 15 décembre 1980.

3.2.7. En ce que la partie requérante argue que « *Door in de bestreden beslissing te poneren dat de bewijzen van verzoeker geen officieel karakter hebben en door dus te doelen op een legaal verblijf is het arrest Metock geschonden* », il y a lieu de relever que la partie défenderesse n'évoque, à aucun moment dans le premier acte attaqué, la question du caractère officiel des preuves fournies, ni celle de la légalité de la résidence du requérant, mais considère que les documents fournis ne permettent pas de prouver que le regroupant était bel et bien le chef du ménage. L'argument développé à cet égard manque, dès lors, en fait.

3.2.8. Au vu de ce qui précède, la partie défenderesse a pu valablement décider, sans violer les dispositions et principes visés au moyen, que le requérant ne remplissait pas les conditions requises pour bénéficier d'un droit de séjour sur la base de l'article 47/1, 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

3.3.1. Sur le troisième moyen, la partie requérante s'abstient d'indiquer en quoi le second acte attaqué violerait l'article 7 combiné à l'article 51 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'article 27 de la directive 2004/38/CE et l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980. Ce moyen est dès lors irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions.

3.3.2. Quant à la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que, lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué.

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./ Finlande, § 150). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont les actes attaqués y ont porté atteinte.

Il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que, si le lien familial entre des conjoints, ainsi qu'entre parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre parents majeurs. Dans l'arrêt Mokrani c. France (15 juillet 2003), la Cour européenne des droits de l'homme considère que les relations entre parents et enfants majeurs « *ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux* ».

Dans l'appréciation de savoir s'il existe une vie familiale ou non, il y a lieu de prendre en considération toutes les indications que la partie requérante apporte à cet égard, comme par exemple la cohabitation, la dépendance financière, la dépendance du parent vis-à-vis du membre de sa famille ou les liens réels entre parents.

3.3.3. En l'espèce, le premier acte attaqué est valablement fondé sur le constat selon lequel le requérant n'a pas démontré sa qualité de membre de famille « à charge ou faisant partie du ménage » (voir point 3.2.8.). En l'absence d'autre preuve, il reste en défaut d'établir qu'il se trouve dans une situation de dépendance réelle à l'égard du regroupant, de nature à démontrer l'existence d'une vie familiale, au sens de l'article 8 de la CEDH. La partie requérante n'est donc pas fondée à invoquer la violation de cette disposition, à l'égard du second acte attaqué.

3.3.4. En ce qui concerne la violation alléguée de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, la motivation du second acte attaqué montre que la partie défenderesse a pris en compte la situation du requérant au regard dudit article, en ce compris sa vie familiale et son état de santé. Elle a ainsi indiqué que les « *éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux* » et que « *l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée* ».

Pour le surplus, le Conseil observe que la partie requérante se borne à alléguer une violation de cette disposition, mais ne démontre nullement que la partie défenderesse aurait omis de prendre en considération des éléments dont elle avait connaissance, au moment de la prise du second acte attaqué.

3.3.5. Au vu de ce qui précède, il ne peut être reproché à la partie défenderesse une quelconque violation de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, ni de l'article 8 de la CEDH.

3.4. Il résulte de ce qui précède qu'aucun des moyens n'est fondé.

4. Débats succincts.

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente août deux mille vingt-deux, par :

Mme N. RENIERS,

Présidente de chambre,

M. B. DESMET,

Greffier assumé.

Le greffier,

La présidente,

B. DESMET

N. RENIERS